

# L'appel à la grève n'attire pas les foules dans la fonction publique

*Bastien Scordia*

Les syndicats ne se faisaient pas d'illusions. Selon les chiffres communiqués par l'administration, les taux de grévistes recensés dans la fonction publique, ce mardi 19 mars, sont bien loin de ceux enregistrés lors des journées de mobilisation contre la réforme des retraites, où 15 à 30 % de grévistes avaient pu être recensés selon les secteurs.

Les organisations syndicales saluent pourtant une mobilisation massive ce mardi et promettent de maintenir la pression sur le gouvernement Attal pour obtenir des hausses de salaires générales pour les agents publics. Et ce alors qu'une nouvelle réforme de la fonction publique est annoncée dans les prochains mois, avec au menu notamment un développement de la rémunération au mérite. L'exécutif exclut pour l'instant, dans un contexte budgétaire contraint, une revalorisation générale pour les agents publics.

## **6,4 % de grévistes à la mi-journée pour l'État**

Selon le ministère de la Transformation et de la Fonction publiques, 6,42 % de grévistes ont ainsi été recensés dans la fonction publique d'État. Le taux de mobilisation s'est élevé à 3,87 % dans la territoriale et à 3,5 % dans l'hospitalière (incluant les grévistes absents et les grévistes assignés). Pour rappel, à la mi-journée, l'exécutif évoquait 6,4 % de grévistes à l'Etat, 2,85 % dans la territoriale et 2,2 % dans l'hospitalière.

À titre de comparaison, lors de la dernière journée de mobilisation intersyndicale dans la fonction publique, le 13 octobre dernier, 3,7 % de grévistes avaient *in fine* été décomptés pour le versant État, 5,4% dans la territoriale et 4,1 % dans l'hospitalière.

Comme à l'automne, les 8 syndicats de la fonction publique appelaient de concert à la mobilisation ce mardi 19 mars : la CGT, la CFDT, Force ouvrière, l'Unsa, la FSU, Solidaires, la FA-FP et la CFE-CGC. Face à "*l'urgence salariale*" dans la fonction publique, les organisations syndicales appelaient à ouvrir "*sans délai*" des négociations pour "*améliorer les carrières*" et "*prendre des mesures générales pour les salaires*" via notamment une nouvelle hausse du point d'indice.

## **Intersyndicale prévue début avril**

Les représentants du personnel font état d'un "*contexte d'effondrement du niveau des rémunérations des agents publics*" et d'une "*spirale de paupérisation de l'ensemble des personnels de la fonction publique*". Affirmant "*refuser de subir une année blanche*", les syndicats

viennent d'ailleurs d'élever leur rapport de force avec le gouvernement.

Le 14 mars, ceux-ci avaient en effet claqué la porte d'une réunion de "diagnostic" sur l'évolution des rémunérations dans la fonction publique. Les représentants du personnel critiquaient notamment le "*choix hautement partial*", selon eux, des éléments présentés. Le ministère de la Fonction publique avait dit regretter l'absence de discussion, tout en affirmant laisser sa "*porte ouverte*". Le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guerini, ambitionne de faire évoluer le cadre des négociations salariales dans la fonction publique pour mettre en place des négociations salariales annuelles sur le modèle des négociations annuelles obligatoires (NAO) du secteur privé.

L'absence de nouvelles perspectives salariales (et donc d'augmentations) continue néanmoins de braquer les syndicats de la fonction publique. D'où leur appel à la mobilisation de ce 19 mars. Ils ont déjà prévu de se retrouver début avril pour une réunion intersyndicale, afin de réfléchir aux suites à donner à la mobilisation si le gouvernement ne consent pas à un geste salarial pour les agents publics. Dans ce contexte, la menace de grèves pendant les jeux Olympiques plane toujours.

### **8,8 % de grévistes chez les enseignants**

Selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, 7,61 % de grévistes ont été recensés sur tout le périmètre ministériel. Ce taux de mobilisation atteint 8,8 % pour les seuls enseignants. Il est de 6,77 % dans le premier degré et de 10,65 % dans le second degré. Dans le détail, pour ce dernier, 14,86 % de grévistes ont été recensés dans les collèges, 6,96 % dans les lycées généraux et technologiques et 4,48 % dans les lycées professionnels.